

l'Opinion

La transition écologique : une stratégie d'investissement rationnelle pour l'Europe – par Virginie Morgon et Eric Hazan

Ce qui relevait hier d'un engagement volontaire ou d'une contrainte réglementaire est en train de devenir un impératif stratégique

Publié le 28 avril 2026 à 11:06 - Maj 28 avril 2026 à 11:56

Virginie Morgon et Eric Hazan



La décarbonation devient un levier stratégique pour sécuriser la production industrielle. - Amazing Aerial Agency/SIPA/Amazing Aerial Agency/SIPA

En tant qu'investisseurs, nous observons un basculement profond dans la manière dont les entreprises européennes appréhendent la transition écologique. Ce qui relevait hier d'un engagement volontaire ou d'une contrainte réglementaire est en train de devenir un impératif stratégique. Non pas parce que le cadre normatif l'impose – il peut d'ailleurs reculer – mais parce que la réalité économique l'exige.

Dans un monde marqué par l'instabilité géopolitique, la volatilité énergétique et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement, décarboner son activité revient à en

sécuriser les fondations. Ce n'est pas un débat idéologique. C'est une bataille pour la résilience et la compétitivité.

Dans un monde marqué par l'instabilité géopolitique, la volatilité énergétique et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement, décarboner son activité revient à en sécuriser les fondations. Ce n'est pas un débat idéologique. C'est une bataille pour la résilience et la compétitivité.

Ce constat procède d'une analyse froide des risques. La guerre en Ukraine a exposé la fragilité de la dépendance européenne aux hydrocarbures importés. Les tensions au Moyen-Orient et les ruptures logistiques en mer Rouge ont rappelé que les flux mondiaux de marchandises ne sont jamais acquis. Les politiques commerciales agressives de Washington ajoutent une couche d'incertitude supplémentaire.

Et les événements climatiques extrêmes – sécheresses, inondations, canicules – perturbent désormais directement la production industrielle, l'agriculture et les infrastructures de transport. Ce n'est plus une succession de crises conjoncturelles. C'est un nouveau régime économique, dans lequel l'instabilité devient structurelle et la dépendance un risque existentiel.

Dépendances géopolitiques

Dans ce contexte, les critères traditionnels de compétitivité doivent être repensés. Comparer le coût de la transition à un scénario fossile stable n'a plus de sens. Le véritable point de référence est un monde fossile durablement chaotique, où les prix de l'énergie sont imprévisibles, les ruptures d'approvisionnement récurrentes et les dépendances géopolitiques de plus en plus coûteuses.

C'est à l'aune de ce scénario dégradé que les investissements dans les technologies décarbonées prennent tout leur sens : une centrale nucléaire, un parc solaire, un bâtiment rénové ou un procédé industriel circulaire ont en commun de réduire l'exposition aux chocs externes et d'offrir une visibilité sur les coûts à long terme.

Cette « valeur d'assurance » des actifs décarbonés devient un critère décisif dans nos décisions d'allocation de capital. Pour un investisseur, un actif dont le coût d'exploitation ne dépend plus des cours du gaz ou du pétrole présente un profil de risque fondamentalement différent.

Les entreprises que nous accompagnons l'ont intégré. Les grands groupes industriels accélèrent leurs investissements dans l'efficacité énergétique, l'électrification et les contrats d'énergie renouvelable de long terme. Il ne s'agit plus uniquement de répondre à des objectifs ESG ou de satisfaire des exigences de reporting : il s'agit de protéger des marges, de réduire la volatilité des coûts et de sécuriser des modèles économiques face à un environnement extérieur devenu structurellement imprévisible. Les arbitrages se font de moins en moins sur la base du coût marginal immédiat et de plus en plus sur la base de la résilience à moyen terme.

Notre étude *Greening the Arteries of Europe's Economy*, réalisée sous la supervision scientifique de Xavier Jaravel (PSE, CAE) et présentée sous le haut patronage des ministres de l'Economie et de la Transition écologique, donne une mesure concrète à cet impératif. Nous avons modélisé quatre scénarios à l'horizon 2050 pour les chaînes de valeur européennes.

Le scénario d'inaction – celui d'une Europe qui subit – conduit à un PIB stagnant à 20 000 milliards d'euros en 2050, exposé aux dommages climatiques cumulés, aux ruptures d'approvisionnement et à l'érosion de la compétitivité industrielle. A l'inverse, une transition coordonnée – articulant décarbonation, résilience industrielle et réduction des dépendances – porte le PIB à 27 000 milliards. L'écart est de 7 000 milliards d'euros, soit près de deux fois le PIB actuel de l'Allemagne. L'effort d'investissement requis est significatif mais calibré : 2 % du PIB par an entre 2025 et 2030. Le rendement modélisé est de 218 % – chaque euro investi en génère 3,18, dont 2,50 proviennent des seuls dommages climatiques évités.

Les travaux récents de macroéconomie climatique confirment cette logique par une voie indépendante : le coût du réchauffement est tel qu'une hausse de 1 °C réduit le PIB mondial d'environ 12 %, et même en agissant unilatéralement, l'Europe peut rentabiliser jusqu'à 80 % de ses investissements de décarbonation. La fenêtre décisive est étroite : chaque année de retard renchérit la facture et réduit les options disponibles.

Mais les chiffres agrégés masquent une réalité plus granulaire, que nous observons au quotidien dans nos participations. La transition ne se joue pas uniquement dans les grandes infrastructures énergétiques. Elle se joue aussi – et peut-être surtout – dans la transformation des usages : la rénovation thermique des bâtiments, l'éco-conception des produits, la prolongation de la durée de vie des actifs, l'optimisation logistique et la sobriété industrielle.

Leviers

Ces leviers, souvent négligés dans le débat public, permettent de réduire structurellement les besoins en énergie et en matières premières tout en créant de la valeur locale. Ils sont aussi ceux où le retour sur investissement est le plus rapide et le plus tangible, en particulier pour les entreprises de taille intermédiaire.

Car c'est bien sur les PME et les ETI que se joue la crédibilité de l'ensemble. Elles représentent 99 % du tissu économique européen et concentrent jusqu'à 95 % des émissions indirectes des grandes entreprises. Les chaînes de valeur européennes doivent être fondamentalement repensées, et ce sont ces entreprises qui en détiennent les clés.

Sans leur transformation, aucune stratégie de décarbonation à l'échelle ne peut aboutir. Or elles manquent souvent des ressources, de l'expertise et des instruments financiers nécessaires pour engager leur mutation. C'est un enjeu majeur pour les investisseurs et les pouvoirs publics : développer des véhicules de financement adaptés – finance mixte, garanties, obligations de résilience – capables d'accompagner cette transformation à grande échelle et d'en faire un moteur de compétitivité plutôt qu'une charge supplémentaire.

Résilience, décarbonation et souveraineté forment un triptyque indissociable. Aucune de ces dimensions ne peut être poursuivie isolément sans fragiliser les autres. Une transition incomplète, qui réduirait les émissions sans traiter les dépendances industrielles, resterait vulnérable aux prochains chocs. Une stratégie de repli, centrée sur la sécurité à court terme, enfermerait l'Europe dans des dépendances de plus en plus coûteuses.

La seule trajectoire cohérente consiste à articuler ces trois objectifs : diversifier les sources d'approvisionnement, relocaliser les segments critiques, investir dans l'économie circulaire et convertir en capacités de production l'avantage technologique européen – 22 % des brevets mondiaux en technologies propres, un capital intellectuel qui perdra sa valeur s'il n'est pas industrialisé.

L'Europe fait face à un pari à 7 000 milliards d'euros. C'est un choix économique, pas un slogan. Soit nous investissons maintenant pour construire des chaînes de valeur résilientes, soit nous acceptons un déclin structurel. La résilience est devenue la nouvelle compétitivité. Il est temps d'agir – non par idéalisme, mais par lucidité économique.

Virginie Morgon et Eric Hazan sont associés fondateurs d'Ardabelle Capital.
